

AUX PORTES DE L'EUROPE

Comment l'extrém

Extrême droite, nationalisme, populisme... Ces mots résonnent de plus en plus en Belgique et dans le mouchoir de poche de l'Europe. Pierre Verjans, politologue à l'Université de Liège, nuance.



LA MONTÉE de Marine Le Pen en France fait craindre une vague d'extrême droite...
– Pourtant, il y a presque partout érosion de l'extrême droite. Moins de militants et moins d'engagement. Dans les années septante, ils étaient encore prêts à faire le coup de poing. Mais aujourd'hui, il y a de moins en moins de structures organisées et de querelleurs d'extrême droite.

– Y compris en Belgique ?

– C'est visible, oui. Le mouvement a recherché une respectabilité, notamment pour éviter la judiciarisation suite à la loi Moureau. Enfin appliquée en 2004 contre le Vlaams Blok, cette loi a fait du racisme et de la xénophobie un délit. En même temps les partis évoluent.

– Comme en Flandre...

– Dans le mouvement flamissant, on a des mouvements nationalistes comme le Vlaams Belang, mais aussi d'autres qui ne le sont pas de façon certaine. Ainsi, la N-VA est plus ambiguë. Elle se présente aux élections de 2010 comme confédéraliste, bien que ses statuts et son programme fondateur de 2002 soit séparatiste. En Belgique se dessine donc une identité ethnique évidente de type national flamand. Mais du côté francophone,

DROITE EXTRÊME.

La France fait figure de modèle pour bien d'autres pays européens.

« Aujourd'hui, il y a de moins en moins de structures organisées et de querelleurs d'extrême droite. »

l'identité collective reste belge, comme si elle se faisait par défaut, par soustraction

– Comment continuer à penser le nationalisme à l'heure de la mondialisation ?

– Nous assistons à la fois à une fragmentation et une agrégation des identités en utilisant différents critères. Dans la mondialisation, les identités nationales risquent de se diluer et de se recomposer dans des identités transnationales. Les gens perdent leur croyance en un État qui ne peut plus, faute de moyens, pratiquer des politiques favorisant la cohésion sociale.

– N'est-ce pas le rôle de l'Europe ?

– L'Europe est elle-même vue comme un système qui détricote la sécurité sociale. Les mouvements de xénophobie commencent donc à reprendre de l'audience car les partis de gauche n'arrivent plus à fédérer un consensus social démocrate. En même temps, les politiciens doivent faire venir et favoriser les investisseurs, devenant par là de véritables gestionnaires du territoire. De 1944 à 1981, la politique était définie comme un système de protection de et par l'économie nationale. Mais cette époque keynésienne touche à sa fin car chômage et inflation dominent en même temps, et non dans une alternance comme auparavant, la vie économique et sociale. C'est l'époque de Thatcher, Reagan et, chez nous, du gouvernement Martens-

refuser l'extrême droitisme ?

Gol. Aujourd'hui, la France illustre bien cette problématique. Les élites socialistes françaises se transforment et proposent une logique de grand marché. Elles croient qu'avant de distribuer la richesse, il faut se préoccuper de créer de la richesse et attirer les entrepreneurs. Les socialistes se sont détachés de la base ouvrière qui avait voté pour eux et qui ne se sent plus protégée par le discours social démocrate.

– *Et le citoyen, comment peut-il réagir pour se défendre des extrémismes ?*

– Ce qu'on peut faire pour résister aux mouvements d'extrême droite tient d'abord d'une action symbolique. Par exemple les collectifs qui dénoncent les centres fermés. Même s'ils ne sont que cinq ou six (personnes) chaque semaine à crier par-dessus les murs des centres fermés pour entrer en relation avec les immigrés détenus, ils soulèvent le problème moral qu'est l'emprisonnement d'étrangers n'ayant commis aucun délit. De même, les mouvements de voisins qui se solidarisent dans les écoles et les communes quand une personne « sans papiers » est menacée d'être reconduite aux frontières...

Une autre manière de résister à l'extrême droite relève d'une politique concrète et réaliste, comme les voyages vers les pays de l'Est des ministres Leterme et Wathelet. Ils sont allés expliquer clairement aux candidats à l'immigration qu'il est inutile de passer notre frontière car ils seront mal accueillis et renvoyés. Et qu'ils ne doivent pas faire confiance aux passeurs qui les exploitent et les trompent.

– *Oui, mais quand les candidats à l'asile sont là...*

– Il y a certainement des mesures à prendre politiquement pour rendre la vie plus vivable aux personnes qui sont déjà ici et supportent des conditions parfois très précaires. Enfin, une bonne information permet de relativiser les chiffres d'immigration quand on sait que dans la population mondiale, les immigrés représentent 3 %. Et que l'espace Schengen ne court pas grand risque avec l'arrivée par l'Italie de 24.000 Tunisiens. Comme si toute l'Europe, soit 500 millions de personnes, ne pouvait les accueillir ! C'est une vraie question éthique qui renvoie chacun à mieux s'intéresser aux problèmes liés à l'accueil des étrangers. ■

Godelieve UGEUX

TOUS SYNONYMES ?

– *Populiste, raciste, d'extrême droite... Où sont les différences ?*

– Ces termes ont des définitions distinctes. En science politique, *extrême droite* définit un mouvement qui s'oppose au système démocratique en tant que tel, en voulant un retour aux autorités traditionnelles et en pratiquant une discrimination de type racial. Les partis d'extrême droite sont presque tous populistes, mais les populistes ne sont pas forcément racistes. Le racisme se définit par des rapports sociaux de type ethnique ou culturel et hiérarchise les différences. Tandis que le populisme n'est pas systématiquement antidémocratique. Il accuse même les élites d'avoir déformé le système démocratique et veut en conséquence faire appel au peuple directement.

– *Comment a émergé et s'est développée la pensée d'extrême droite ?*

– D'un point de vue sociologique, le mouvement émerge au début du xx^e siècle, quand les aristocrates agraires s'inquiètent de la montée du système capitaliste. Ils durcissent alors leur pouvoir. La nostalgie du passé est le contenant social du fascisme, lequel a une vision totalitaire de l'homme et veut l'englober entièrement dans une identité nationale indiscutable. Cette vision autoritariste ne supporte simplement pas la contradiction. Le nationalisme, selon la définition opérationnelle de Marco Martiniello, est un mouvement de lutte qui, à partir d'une volonté de reconnaissance ethnique, veut en faire la base d'un État.